



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

« *Golfe du Morbihan - Vannes agglomération* »

# STATUTS

*Golfe du Morbihan - Vannes agglomération - Parc d'Innovation de Bretagne Sud - 30, allée Alfred Kastler - BP 70206 - 56006 VANNES CEDEX*

Envoyé en préfecture le 20/12/2017  
Reçu en préfecture le 20/12/2017  
Affiché le 20/12/2017  
ID : 056-200067932-20171214-171214\_DEL003-DE

## HISTORIQUE DES STATUTS

*Arrêté préfectoral du*

1. Création d'une nouvelle communauté d'agglomération issue de la fusion de Vannes Agglo, de Loc'h Communauté et de la Communauté de Communes de La Presqu'île de Rhuys	26 aout 2016
2. La communauté d'agglomération prend la dénomination « Golfe du Morbihan - Vannes agglomération ». Détermination du siège social.	16 novembre 2016
3. Composition de l'organe délibérant de la communauté d'agglomération issue de la fusion	16 décembre 2016

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> - DENOMINATION**

Entre les communes de : ARRADON - ARZON - BADEN - BRANDIVY - COLPO - ELVEN - GRAND-CHAMP - L'ILE-AUX-MOINES - L'ILE D'ARZ - LARMOR-BADEN - LA TRINITE-SURZUR - LE BONO - LE HEZO - LE-TOUR-DU-PARC - LOCMARIA-GRAND-CHAMP - LOCQUeltas - MEUCON - MONTERBLANC - PLAUDREN - PLESCOP - PLOEREN - PLOUGOUMELLEN - SANT-ARMEL - SAINT-AVE - SAINT-GILDAS-DE-RHUYS - SAINT-NOLFF - SARZEAU - SENE - SULNIAC - SURZUR - THEIX-NOYALO - TREDION - TREFFLEAN ET VANNES, il est constitué une Communauté d'agglomération dénommée « *Golfe du Morbihan - Vannes agglomération* ».

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment pour tout ce qui n'est pas prévu de façon expresse dans les présents statuts.

## **ARTICLE 2 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social de la Communauté d'agglomération est fixé à VANNES - 30, allée Alfred Kastler.  
Le Conseil de la Communauté d'agglomération pourra se réunir au siège administratif.

## **ARTICLE 3 - CONTINUITE LIEE A LA FUSION**

Conformément à l'article L5211-41 du CGCT, l'ensemble des biens, droits et obligations de la communauté d'agglomération de Vannes et des communautés de communes de la Presqu'Île de Rhuy et du Loc'h est transféré à la communauté d'agglomération Golfe du Morbihan - Vannes agglomération qui est substituée de plein droit aux anciens établissements dans toutes les délibérations et tous les actes de ces derniers, à la date de l'acte duquel la fusion est issue.

## **ARTICLE 4 - OBJET**

La Communauté d'agglomération exerce de plein droit et au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

Envoyé en préfecture le 20/12/2017  
Reçu en préfecture le 20/12/2017  
Affiché le  
ID : 056-200067932-20171214-171214\_DEL003-DE

## **A. Compétences obligatoires :**

- 1- **En matière de développement économique** : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- 2- **En matière d'aménagement de l'espace communautaire** : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ;
- 3- **En matière d'équilibre social de l'habitat** : programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;
- 4- **En matière de politique de la ville** : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.
- 5- **Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations**, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;
- 6- **En matière d'accueil des gens du voyage** : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- 7- **Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.**

## B. Compétences optionnelles

- 1- Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

Lorsque la communauté d'agglomération exerce la compétence " création ou aménagement et entretien de voirie communautaire " et que son territoire est couvert par un plan de déplacements urbains, la circulation d'un service de transport collectif en site propre entraîne l'intérêt communautaire des voies publiques supportant cette circulation et des trottoirs adjacents à ces voies. Toutefois, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut, sur certaines portions de trottoirs adjacents, limiter l'intérêt communautaire aux seuls équipements affectés au service de transport collectif ;

- 2- En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- 3- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;
- 4- Action sociale d'intérêt communautaire.

Lorsque la communauté d'agglomération exerce la compétence action sociale d'intérêt communautaire, elle peut en confier la responsabilité pour tout ou partie à un centre intercommunal d'action sociale constitué dans les conditions fixées à l'article L. 123-4-1 du code de l'action sociale et des familles ;

- 5- Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service au public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

### **C. Compétences facultatives**

Les compétences facultatives sont exercées par le nouvel EPCI à fiscalité propre sur le seul périmètre des anciens EPCI à fiscalité propre qui les exerçait avant la fusion, à l'exception de celles faisant partie, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, du bloc des compétences obligatoires en application de l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales.

#### ***Sur l'ensemble du territoire de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération***

- Randonnée pédestre d'intérêt communautaire
- Création, aménagement, signalétique et entretien des itinéraires cyclables d'intérêt communautaire
- Suivi du ou des SAGEs et participations aux missions d'un EPTB
- Gestion des ouvrages structurants multi-usages à dominante hydraulique
- La gestion des eaux de baignades, dont l'élaboration, le suivi et la révision du profil de vulnérabilité des plages, à l'exclusion du pouvoir de police du maire, sur l'ensemble des sites de baignade déclarés
- Actions foncières
- Instruction des autorisations d'urbanisme - application du droit des sols et conseil aux communes pour les communes membres

#### ***Sur le territoire de l'ancienne communauté d'agglomération de Vannes***

- Services du logement créé en application des articles L.621-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation
- Service de secours et de lutte contre l'incendie
- Infrastructures de communication d'intérêt communautaire (aériennes, routières, maritimes)
- Fourrière animale d'intérêt communautaire
- Développement universitaire
- Enseignement professionnel
- Actions en matière de sécurité routière : outre la création et la gestion des équipements (piste d'éducation, centre de sécurité routière), participation à la mise en œuvre d'actions d'information en relation avec les organismes œuvrant dans ce domaine
- Crématorium
- Conception et mise en œuvre de projet visant à enrichir l'offre culturelle et artistique de l'agglomération
- Actions sociales, économiques, caritatives, sportives ou culturelles menées par les associations dont les missions concernent un public ou une zone géographique supra communale
- Aménagement numérique du territoire : établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et réseaux de télécommunication à très haut débit
- Voile et pratiques nautiques scolaires

- Instruction des autorisations d'urbanisme - application du droit des sols et conseil aux communes par convention pour les communes membres d'autres établissements publics de coopération intercommunale situés hors du territoire de l'agglomération
- Gestion et entretien des abris de voyageurs
- Réalisation d'un Schéma communautaire de développement touristique et d'un plan d'actions pluriannuel
- Développement du tourisme d'affaires, notamment par la création d'un Bureau des événements et des congrès et l'attribution de fonds de concours pour la réalisation ou la réhabilitation d'équipements publics dédiés à l'organisation d'événements dans le cadre des actions inscrites au plan d'actions pluriannuel du schéma communautaire de développement touristique

La communauté d'agglomération peut, sous réserve d'un lien avec les compétences qui lui ont été transférées, exercer son activité en dehors du périmètre communautaire dans le cadre de conventions intervenues avec d'autres communes, établissements publics de coopération intercommunale, personnes publiques distinctes ou personnes morales privées.

***Sur le territoire de l'ancienne communauté de communes de la Presqu'île de Rhuys***

- Tourisme : L'hébergement en saison des renforts de gendarmerie
- Emploi et formation : le soutien à l'emploi et à la formation, au profit des demandeurs d'emploi et des personnes en difficultés
- Sport et loisirs
  - Le soutien aux manifestations sportives et de loisirs
  - La coordination des animations de sport et de loisirs entre les communes du territoire
  - L'activité sportive des scolaires et collégiens : initiation à la natation, la pratique de la voile des collégiens de la Presqu'île de Rhuys dans le cadre de l'AS Voile et des activités scolaires des collégiens du territoire
  - L'activité sportive des jeunes dans le cadre des temps d'activités périscolaires, organisés sur une demi-journée, selon le décret 2014-475 du 7 mai 2014 dit « décret Hamon » pour les pratiques suivantes : football, handball, tennis, BMX et activités cyclistes
  - La participation au financement de l'emploi sportif d'encadrement des jeunes de 4 à 18 ans
- Culture :
  - La gestion des ateliers artistiques de la communauté de communes de la Presqu'île de Rhuys



- La création, l'aménagement et l'entretien d'un atelier d'arts plastiques et visuels
- La coordination du réseau des bibliothèques présentes sur le territoire de la communauté de communes de la Presqu'île de Rhuys
- L'intervention de personnels communautaires, au titre de la sensibilisation aux pratiques artistiques et culturelles dans le cadre des activités périscolaires, organisées sur une demi-journée selon le décret 2014-457 du 7 mai dit « décret Hamon »
- Le soutien aux manifestations culturelles ou artistiques
- Nouvelles technologies :
  - L'élaboration du Schéma d'Aménagement numérique et sa mise en œuvre
  - Le Système d'Informations Géographique intercommunal
- Transports et déplacements :
  - Les études et les actions pour la mise en œuvre d'un maillage de transport intracommunautaire
  - Le transport pour les activités sportives de scolaires définies dans les présents statuts au titre de la compétence Sport et Loisirs
  - Le transport pour les activités périscolaires, organisées sur une demi-journée selon le décret 2014-457 du 7 mai dit « décret Hamon »
  - Le transport des scolaires dans le cadre d'associations sportives des collèges de la Presqu'île de Rhuys pour la pratique des activités nautiques
  - Les liaisons maritimes saisonnières entre Saint-Armel / Séné
  - La création, l'entretien et la gestion d'une aire d'échanges multimodale à Sarzeau
- Réseaux publics et services locaux de communications électroniques
  - L'établissement d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L. 32 du Code des postes et communications électroniques ;
  - L'acquisition des droits d'usage à cette fin et l'achat des infrastructures ou réseaux existants ;
  - La mise à disposition de telles infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants ;
  - L'exploitation de ces infrastructures et réseaux de communication électroniques ;
  - La fourniture des services de communication électroniques aux utilisateurs finals, après avoir constaté une insuffisance d'initiatives privées dans les conditions prévues par l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales.



- Equipement et service à vocation sociale :
  - L'extension et la gestion du bâtiment dénommé « Espace Emploi de Rhuys » ;
  - La coordination des actions petite enfance, enfance, jeunesse entre les communes du territoire ;
  - Le chantier d'insertion Brigade Nature ;
  - Le soutien aux collectives, liées au développement durable (économie, social, environnement), mise en œuvre par les collèges du territoire.

***Sur le territoire de l'ancienne communauté de communes du Loc'h***

- Voirie : Exécution de travaux d'entretien des abords de voirie pour le compte de tiers publics dans le cadre de prestation de service ;
- Service public d'assainissement non collectif (SPANC) :
  - création et gestion d'un service d'assainissement non collectif, pour les contrôles des installations neuves ou à réhabiliter, l'état des lieux-diagnostic de l'existant, et le contrôle et le bon fonctionnement de toutes les installations d'assainissement non collectif
  - Concernant les installations existantes, l'accompagnement par le service public d'assainissement non collectif, uniquement sous maîtrise d'ouvrage public totale, des travaux de réhabilitation d'installations existantes qui fonctionnent mal ou qui polluent.
- Protection de l'eau et des zones sensibles
  - Actions visant la préservation et la reconquête de la ressource en eau
  - Actions visant la préservation, la reconquête et la valorisation des milieux aquatiques et des paysages qui leur sont liés
  - Préservation des zones sensibles d'intérêt écologique et aménagement d'équipements spécifiques relatif à ces zones naturelles sensibles
- Action d'insertion, de formation et de sécurité d'intérêt communautaire
- Tourisme :
  - Aménagement et création de futures installations touristiques qui disposent d'une portée dépassant le cadre communal et qui renforcent l'attractivité du territoire de la communauté de communes

- Création, organisation, soutien financier à des actions ou événements touristiques qui disposent d'une portée dépassant le cadre communal et qui renforcent l'attractivité du territoire de la communauté de communes
- Accès aux nouvelles technologies :
  - Gestion et animation d'un « Centre de Ressources Multimédia »
  - Création et gestion de nouvelles installations ou de services d'accès aux nouvelles technologies qui disposent d'une portée dépassant le cadre communal et qui renforcent l'attractivité du territoire de la communauté de communes

#### **D. Intérêt communautaire des compétences obligatoires et optionnelles**

Lorsque l'exercice de compétences obligatoires et optionnelles est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil communautaire de la communauté d'agglomération. Une délibération liste, par compétences, les équipements ou actions reconnus d'intérêt communautaire.

#### **E. Rayon de mise en œuvre des compétences communautaires**

La Communauté d'agglomération peut, sous réserve d'un lien avec les compétences qui lui ont été transférées, exercer son activité en dehors du périmètre communautaire dans le cadre de conventions intervenues avec d'autres communes, établissements publics de coopération intercommunale, personnes publiques distinctes ou personnes morales privées.

### **ARTICLE 5 - ADMINISTRATION**

La Communauté d'agglomération est administrée par une assemblée délibérante : le Conseil de la Communauté d'agglomération.

La désignation de ses membres et la durée de leur mandat sont régies par les textes en vigueur.

En application de l'article L5211-6 du CGCT , Golfe du Morbihan - Vannes agglomération est administrée par un organe délibérant composé de délégués des communes membres élus dans le cadre de l'élection municipale au suffrage universel direct pour toutes les communes dont le conseil municipal est élu au scrutin de liste, dans les conditions fixées par la loi.

Lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul conseiller communautaire, le conseiller municipal appelé à le remplacer en application des articles L. 273-10 ou L. 273-12 est le conseiller communautaire suppléant qui peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du conseiller titulaire dès lors que ce dernier en a avisé le président de l'établissement public. Le conseiller suppléant est destinataire des convocations aux réunions de l'organe délibérant, ainsi que des documents annexés à celles-ci. L'article L. 273-5 du code électoral est applicable au conseiller communautaire suppléant.

La répartition du nombre de sièges par commune des sièges de conseiller communautaire a lieu de la façon suivante :

Arradon	3
Arzon	1
Baden	2
Brandivy	1
Colpo	2
Elven	3
Grand-Champ	3
L'Ile-Aux-Moines	1
L'Ile D'arz	1
Larmor-Baden	1
La Trinité-Surzur	1
Le Bono	1
Le Hezo	1
Le-Tour-Du-Parc	1
Locmaria-Grand-Champ	1
Locqueltas	1
Meucon	1
Monterblanc	2
Plaudren	1
Plescop	3
Ploeren	3
Plougoumelen	2

Sant-Armel	1
Saint-Avé	5
Saint-Gildas-De-Rhuys	1
Saint-Nolff	2
Sarzeau	4
Séné	4
Sulniac	2
Surzur	2
Theix-Noyal	4
Trédion	1
Trefflean	1
Vannes	27

Ce total de 90 sièges correspond à une répartition issue d'un accord local selon la règle prévue à L5211-6-1 du CGCT.

Le Président est l'organe exécutif de la Communauté d'agglomération. Il est assisté d'un Bureau dont les membres sont élus par le Conseil de la Communauté d'agglomération.

Le Bureau est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. Le nombre de Vice-Présidents est librement déterminé par le Conseil de la Communauté d'agglomération, sans que ce nombre puisse excéder celui prévu par la loi.

Le Conseil de la Communauté d'agglomération règle par ses délibérations les affaires qui sont de la compétence de cette dernière.

Il peut former en son sein des commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil, soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Le Président prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant. Il est le chef des services de la Communauté d'agglomération.

Le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil de la Communauté d'agglomération.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Envoyé en préfecture le 20/12/2017  
Reçu en préfecture le 20/12/2017  
Affiché le  
ID : 056-200067932-20171214-171214\_DELU003-DE

Le Président est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau.

D'une manière générale, il exerce ses pouvoirs conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.  
Un règlement intérieur approuvé par le Conseil de la Communauté d'agglomération fixe les conditions générales de fonctionnement de l'organe délibérant.

#### **ARTICLE 6 - RESSOURCES**

Les recettes du budget de la Communauté d'agglomération comprennent les ressources fiscales, revenus, sommes, subventions, dotations et produits légalement prévus.

Les fonctions de comptable public de la Communauté d'agglomération sont assurées par le Trésorier Principal de Vannes-Municipale.

#### **ARTICLE 7 - INDEMNITES**

Une indemnité pour l'exercice effectif des fonctions peut être attribuée au Président, aux autres membres du Bureau ou encore à ceux du Conseil de la Communauté d'agglomération.

Les conditions d'attribution sont déterminées conformément aux textes en vigueur.

#### **ARTICLE 8 - DUREE**

La Communauté d'agglomération est créée sans limitation de durée.

Elle est dissoute dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS GENERALES**

Des communes autres que celles primitivement groupées peuvent être admises à faire partie de la Communauté d'agglomération avec l'accord du Conseil de la Communauté d'agglomération et en l'absence d'opposition des communes membres dans les conditions définies par les textes applicables. L'extension du périmètre est prononcée par l'autorité qualifiée.

Sous réserve des exceptions légalement prévues, le Conseil de la Communauté d'agglomération délibère sur les modifications statutaires. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres dans les conditions définies par les textes en vigueur.